



Téléthon 34^e édition :
Derrière les grands élans de générosité des français,
une recherche publique au plus mal

La 34^e édition du Téléthon va cette année encore mobiliser de très nombreux citoyens qui vont se dépenser sans compter pour financer des recherches sur les maladies génétiques. On les comprend. Comment ne pas être bouleversé par la souffrance des enfants malades, comment ne pas espérer que les recherches débouchent rapidement sur des thérapies soignant les maladies génétiques des enfants ? Comment ne pas saluer aussi la confiance dans la science qui se manifeste ainsi ?

Pourtant cette manifestation permet aussi de masquer une réalité qui dérange.

La recherche publique est exsangue. Les budgets des organismes ne leur permettent plus de remplir leurs missions de recherche. Les effectifs du CNRS ont diminué de 5% depuis 10 ans. L'austérité est devenue telle que la Direction est amenée à tailler dans le vif dans l'emploi chercheur en faisant passer le nombre de recrutements de 300 à 250 pour 2019. A l'Inserm les recrutements de chercheurs et d'ingénieurs et techniciens sont au plus bas depuis 2015. Pour équilibrer son budget l'organisme fait des économies dans les fonctions support et l'immobilier. Les organismes de recherche réduisent le nombre de leurs laboratoires, n'ayant plus les moyens d'assurer leur financement. Les laboratoires ne fonctionnent plus que grâce à des contrats qui sont pour la plupart finalisés et pourvoyeurs d'emplois précaires (39% des personnels de l'Inserm, 29% des personnels du CNRS). De leur côté, plusieurs universités sont dans des situations financières des plus difficiles qui les contraignent à réduire les recrutements de personnels ou même à ne pas recruter d'enseignants chercheurs.

Des expériences récentes, notamment sur des modèles animaux, ont laissé entrevoir des espoirs de guérison, mais jusqu'à maintenant ces résultats prometteurs n'ont pas été confirmés.

Il serait illusoire de penser que les avancées viendront des seules thérapies géniques ou cellulaires. Ce n'est jamais le cas dans aucun domaine de la science. Elles seront le résultat de recherches développées dans l'ensemble des domaines de la connaissance. Pour être efficaces et amener des résultats les plus rapides possibles, l'effort de recherche doit être continu dans le temps avec des collectifs de travail stables de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens. Les programmes de recherche débouchant sur des thérapies se font au long terme, ils nécessitent des échanges et des débats scientifiques, des collaborations nationales et internationales qui doivent être construits sur des structures de recherche stables financées en grande partie par des budgets récurrents. Pour défendre l'intérêt des patients, il est primordial que les personnels de la recherche aient un statut qui les rendent indépendants des pressions politiques, économiques, idéologiques. C'est le fondement du statut de fonctionnaire.

Malheureusement, afin de récolter des financements indispensables à leur fonctionnement, les organismes et les universités sont obligés de recourir à des fondations.

Dans ce climat de réduction continue des moyens budgétaires et de finalisation à outrance, l'appel à la générosité des Français que l'on ne cesse de ponctionner par ailleurs permet au gouvernement de se dédouaner à peu de frais.

En effet les Français expriment leur ras le bol de l'austérité. Ils n'en peuvent plus de payer toujours plus pour avoir de moins de service public, moins d'Etat social. Avec ce gouvernement comme avec les précédents, les richesses créées par le monde du travail ne doivent pas servir la société, mais revenir alimenter les profits des entreprises. Sanofi a versé 5,8 milliards d'euros à ses actionnaires en 2017. En 2008, Sanofi avait 6 300 salariés, ils ne sont plus que 3700 et ce nombre doit passer à 3 500 en 2020. L'entreprise qui est française a délocalisé une part importante de sa recherche à Boston. Cela n'a pas empêché l'Etat d'alimenter les caisses de l'entreprise en lui versant 150 millions en crédit d'impôt dont 130 en crédit d'impôt recherche. Généreux sans limite avec le patronat, le gouvernement plonge la fonction publique et les services publics dans une austérité telle qu'elle les empêche de remplir leurs missions d'être au service des citoyens.

Pour le SNTRS-CGT, la puissance publique que représente l'Etat doit investir tous les champs de la connaissance ce qui implique d'augmenter de façon très substantielle les financements récurrents des laboratoires, et de recruter sur statut les personnels de recherche nécessaires à ces recherches. Ce n'est pas la voie prise par ce gouvernement.